

# A L'AVANT GARDE OUI... MAIS DE QUOI ?

Les pouvoirs publics aimaient à répéter, jusqu'à une date récente, que les sociétés de services et de conseil en informatique, les SSCI, constituaient une dernière chance pour l'informatique française. C'était reconnaître que la première, c'est-à-dire le développement d'une industrie nationale de fabrication d'ordinateurs de moyenne et de grande puissance, n'avait pas été saisie à temps et qu'elle était passée. Mais c'était aussi miser sur un certain type d'informatisation de la société, c'est-à-dire s'en remettre aux spécialistes, dont la référence reste essentiellement l'informatisation de la société Nord-américaines, pour faire les bons choix en cette matière.

Les SSCI françaises ont en effet longtemps tenu la deuxième place mondiale derrière l'industrie américaine des services en informatique. Elles sont aujourd'hui au 3<sup>e</sup> rangs derrière les SSCI japonaises.

Qu'est-ce qui explique cet essor de ce secteur industriel, et quelles fonctions remplit ce nouveau type d'entreprises.

Le processus d'informatisation de la société, qui a débuté de façon significative au début des années 60, ne nécessitait au départ que deux acteurs : les constructeurs d'ordinateurs qui proposaient sur le marché des machines très coûteuses et des organismes utilisateurs qui les louaient, ou les achetaient pour développer leurs applications informatiques. Il ne s'agissait alors que de « grands utilisateurs », c'est-à-dire de grandes entreprises du secteur privé et du secteur public et de grandes administrations. La compétence en fabrication du logiciel (les programmes) nécessaire au fonctionnement

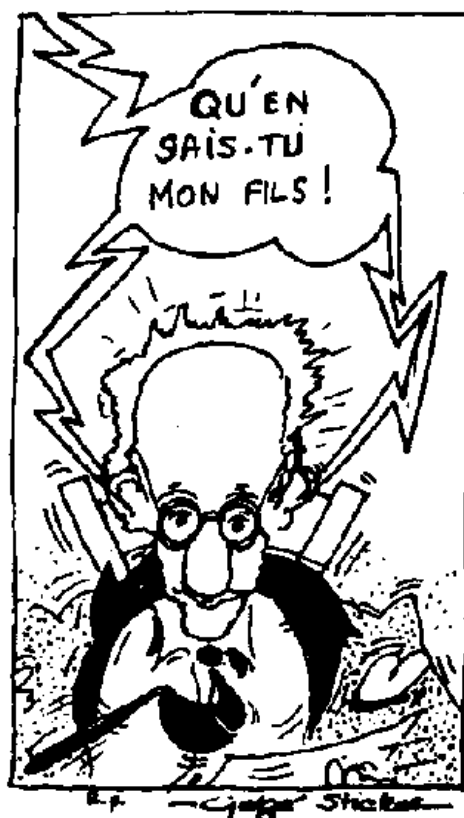


de ces machines n'existait au départ que chez les constructeurs. Les grands utilisateurs constituèrent en leur sein des départements informatiques pour fabriquer ce logiciel dont ils avaient besoin et pour exploiter leur matériel.

Assez rapidement apparurent des sociétés d'un type nouveau, les SSCI pour jouer le rôle d'intermédiaires entre les constructeurs et les utilisateurs. Elles furent encouragées par les constructeurs, plus préoccupés par la vente de matériels très coûteux que par leur mise en œuvre, les profits sur la vente de matériels étant à l'époque considérables.

L'essentiel de l'activité des SSCI était alors une activité de conseil et d'assistance auprès des utilisateurs, sous forme principalement de délégation de personnel (la régie), de l'intérim de personnel très qualifié en quelque sorte.

Les SSCI se sont donc développées au départ pour pallier une carence des constructeurs, qui vendaient des machines dotées d'un logiciel rudimentaire, et à celle des organismes



utilisateurs qui, compte tenu des coûts de fonctionnement élevés et des problèmes d'encadrement, ne voulaient pas se risquer ou éprouvèrent des difficultés à constituer rapidement des équipes d'informaticiens.

Ce développement a coïncidé avec l'apparition des ordinateurs de la 3<sup>e</sup> génération (à circuit intégrés) et leur introduction massive dans le tertiaire. Il s'agissait souvent alors de sociétés d'organisation, qui avaient déjà une expérience dans le conseil et l'assistance pour la mécanisation de tâches administratives auprès des grandes organisations publiques ou privées. Elles furent financées par les banques, celles-ci voyant là un moyen commode et efficace de contrôler les activités de leurs entreprises clientes, par les constructeurs d'ordinateurs pour trouver de nouveaux débouchés, enfin par le secteur public et parapublic, celui-ci préférant favoriser le développement d'un secteur privé, plutôt que des départements informatiques internes (c'est l'exemple du CEA avec la CISI, de la Direction Générale des Télécommunications avec Télésystèmes).



Aujourd'hui les SSCI dépendant financièrement de groupes industriels liés aux constructeurs d'ordinateurs réalisent environ 1/3 du chiffre d'affaire de la profession, celles liées aux organismes bancaires réalisent un autre tiers, enfin celles liées au secteur public et parapublic environ 20 % de ce même chiffre d'affaire.

### L'expansion dans la crise

On compte plus d'un millier de ces sociétés, dont les effectifs peuvent varier d'une personne à plus de 2000 pour les grandes. Mais les cinquante premières réalisent l'essentiel du chiffre d'affaire de la profession. Enfin, il est intéressant de noter que parmi les 12 premières, sept sont impliquées de par leurs actionnaires principaux dans CII-HB et la SEMS, les deux sociétés que l'Etat a fortement privilégié par sa politique industrielle ces dernières années.

Le secteur des SSCI déjà très concentré, connaît une concentration croissante, sous l'impulsion des groupes financiers et industriels privés et

étatiques, et il faut noter également que la part du marché captif (30 % du chiffre de la profession est un marché captif, c'est-à-dire réalisé entre une SSCI et sa maison-mère) augmente plus vite que le marché lui-même, par le processus de filialisation des départements informatiques internes de grandes organismes.

Les SSCI emploient en France environ 25 000 personnes, soit à peu près autant que IBM-France, et plus que CII-Honeywell-Bull, mais seulement un septième du personnel informaticien de tous les départements informatiques internes des utilisateurs. Le taux de croissance de ce secteur est supérieur à 20 % depuis plusieurs années.

Comment s'explique une telle expansion dans un contexte de crise durable (en 1977, 170 SSCI se sont créées en France) ?

### Des prestations de traitements en super-intérêt

Une SSCI fournit un service à un organisme client, c'est-à-dire exécute une prestation informatique qui aurait

pu être effectuée par un département interne de cet organisme dans des conditions différentes.

Examinons d'abord en quoi peut

### Le chiffre d'affaires

La majorité des SSCI a un chiffre d'affaires unitaire très faible. Les dix premières entreprises font la moitié du chiffre d'affaires total de la profession.

#### Répartition du C.A. par type de prestations fournies

— Prestations « machines » : 60 %  
traitement à façon (temps machine + logiciel) = 70 %  
télétraitement = 20 %  
traitement de données = 50 %

— Prestations intellectuelles : 40 %

#### Répartition du C.A. par secteur

— Secteur public, administration, collectivités locales = 35 %  
— Industrie = 33 %  
— Commerce = 16 %  
— Autres = 16 %

Source : CFDT

## « L'aspect humain » de l'activité des SSCI

Un autre aspect du rôle des SSCI est cyniquement mis en lumière par les patrons de l'une d'entre elles, la SFRTI, dans un texte « L'aspect humain de l'activité des SSCI » publié en annexe du rapport NORA-MINC.

*« Dans un contexte social où la sécurité de l'emploi va en croissant (sic !) et la somme de travail effectuée par jour par un collaborateur en diminuant, le recours aux SSCI va en croissant dans la mesure où elles restent le refuge d'informaticiens qui, par tempérament, souhaitent des situations difficiles, la diversité, l'effort et craignent un climat trop sécurisant. »*

Les mêmes auteurs précisent les raisons du succès des SSCI.

*« L'aptitude à mobiliser rapidement une équipe qui, sans ménager ses efforts, respectera un délai impératif, alors que bien souvent les informaticiens salariés de l'entreprise cliente, sont disponibles mais non motivés pour une action dense à délai impératif. L'aptitude à fournir du personnel souple, c'est-à-dire révocable sans problème par le client dans une conjoncture incertaine où l'embauche est bloquée dans l'entreprise, où les salaires des informaticiens internes sont très élevés et où toute embauche correspondrait à un contrat à vie pour l'employé. L'aptitude à constituer une équipe intellectuellement agressive sur un problème nouveau dont on ne verrait pas l'issue s'il était confié à une équipe interne. L'intention des utilisateurs à se servir des SSCI comme briseurs de grèves, ce à quoi celles-ci répugnent le plus souvent... »*

Ça leur fait peut-être mal au cœur, mais il n'y a pas de petits profits ! Tout au moins en ce qui concerne les patrons des SSCI, car on a déjà vu des personnels de SSCI refusant de travailler lorsque l'entreprise cliente est en grève.

*« Néanmoins ceux-ci sont soumis à "l'esprit SSCI" pour les transformer en mercenaires »* taillables et corvéables à merci. Bien sûr les conditions de travail ne sont pas identiques dans toutes les SSCI, mais il est fréquent de constater des horaires de travail supérieurs à 60 h par semaine, allant parfois jusqu'à 80 h.

consister ce service.

Les prestations offertes sont principalement de deux sortes :

• **des prestations de traitement** : cette activité qui consiste à fournir à l'organisme client des moyens de traitement, c'est-à-dire des heures d'utilisation d'un ordinateur peut prendre plusieurs formes :

— mise à disposition du client du centre de calcul de la SSCI ;

— mise à disposition du client de personnels d'exploitation pour faire



fonctionner (exploiter) son centre de traitement ; il s'agit donc de « location » de personnel, comme le ferait une société d'intérim ;

— travail à façon : le client fournit des données brutes et reçoit des résultats en se déchargeant sur la SSCI de la réalisation du logiciel adéquat et de son exploitation. Par exemple pour une application de paie de personnel, il fournit tous les mois les données nécessaires au calcul de la paie et il reçoit les bulletins de paie et les états de paie.

• **des prestations dites « intellectuelles »** par opposition aux précédentes qui sont appelées aussi prestations « machines ». Il s'agit là de la mise à disposition du client d'un « savoir-faire » pour fournir un service que celui-ci ne veut pas ou ne peut pas assurer. C'est principalement une activité de conseil et d'assistance en organisation, d'étude et d'analyse pour la définition de systèmes informatiques et leur mise en œuvre, de formation des personnels de l'entreprise clients, d'assistance à l'exploitation des systèmes mis en place.

On peut constater que même si aujourd'hui l'activité des SSCI s'est diversifiée, la délégation de personnel en régie chez un client reste une des principales sources de profits pour le plus grand nombre d'entre elles ; et ceux-ci sont élevés : un analyste payé 10 000 F par mois est couramment facturé au client 40 000 F, alors que les frais d'investissement pour la SSCI sont faibles. Cette prestation n'est pas offerte seulement aux utilisateurs, mais aussi aux constructeurs : ainsi en 1979 à CII-HB le volume de personnel en régie a représenté 2,5 % des effectifs, soit 350 personnes. Les conséquences sur la politiques sociales des entreprises sont pas négligeables : l'utilisation de personnels en régie et un moyen d'introduire la division des personnels. Bien qu'un article du Code du Travail interdise le prêt de main d'œuvre, cette pratique contourne la législation grâce à l'utilisation de contrats d'étude bidons.

L'énumération précédente des diverses prestations des SSCI permet de se faire une idée du rôle qu'elles jouent dans le processus d'informatisations en cours.

## Quand la SSCI conçoit et réalise

En effet, lorsqu'une SSCI « conçoit et réalise » un système informatique pour le compte d'un organisme utilisateur, cette activité a des répercussions sur l'ensemble de l'organisation ce système, parmi lesquelles :

- modification de l'équipement en matériel et des conditions d'utilisation ;
- méthodes et conditions de travail des personnels ;
- modification des effectifs et des qualifications ;
- recrutement et sélection du personnel informaticien ;
- liaison inter-services, circulation de l'information et documents internes.

Les structures de gestion antérieures peuvent être complètement bouleversées ; dans tous les cas elles sont modifiées puisque l'objectif premier

## Typologie des SSCI par origine des capitaux

Quatre grandes catégories de SSCI.

— SSCI dépendant d'industriels ayant une activité constructeurs informatiques : 30 % du CA 76 des 15 premières SSCI.

— SSCI dépendant des secteurs publics et parapublics : 21 % du CA 76 des 15 premières SSCI.

— SSCI dépendant essentiellement du secteur bancaire : 32 % du CA 76 des 15 premières SSCI.

— SSCI individuelles — majeure partie du capital détenue par les personnes physiques. 17 % du CA 76 du même groupe.

Source : CFDT

de l'implantation d'un système informatique de gestion est précisément de rationaliser cette gestion (nous ne traitons dans le cadre de cet article que de l'informatique appliquée à la gestion, ce qui représente plus 80 % des applications actuelles de l'informatique).

Bien sûr la SSCI qui informatise une entreprise n'est pas seule responsable de l'informatisation. Théoriquement elle n'est que maître d'œuvre de la réalisation, le maître d'ouvrage (définition des objectifs, décision de faire) restant à la direction de l'organisme client.

Soulignons d'ailleurs que leur rôle de maître d'œuvre n'est pas de nature différente de celui rempli par les départements informatiques internes des grands organismes publics ou privés.

En effet ceux-ci sous-traitent aux SSCI que des parties bien définies de leurs projets et restent en principe maître d'œuvre de l'ensemble de leur informatique.

Mais en fin de compte qui est responsable des options prises en matière d'organisation du travail ? Ce n'est pas seulement le patronat des secteurs qui s'informatisent, car les véritables choix sont fait par les vendeurs d'organisation : en premier lieu, les constructeurs d'ordinateurs destinés à la gestion, dont surtout IBM, et bien sûr les SSCI qui pour la plupart, nous l'avons dit sont étroitement contrôlés par les grands groupes financiers et industriels et par l'Etat.

Quand bien même celles-ci ne seraient pas contrôlées financièrement par les groupes industriels et bancaires, l'informatique qu'elles produiraient ne serait probablement pas différente.

Car la question essentielle est que cette informatisation, aussi inéluctable que l'industrialisation il y a un siècle, se réalise de façon anarchique selon les lois du marché capitaliste, et échappe complètement au contrôle des travailleurs.

D'ailleurs malgré des échecs retentissants, le secret sur les projets informatiques reste la règle : l'information est rarement diffusée à l'avance sur les objectifs du projet, la façon dont va être réorganisé le travail, l'évolution des qualifications etc.

De plus le recours à une SSCI est souvent le moyen de présenter la réorganisation de la gestion comme une affaire de spécialiste dotés d'une méthode « scientifique » donc devant nécessairement conduire au meilleur résultat possible.

### Des transferts de connaissances aux sociétés de services

Outre le fait que le recours au SSCI est un moyen de tourner les grilles de salaires des administrations et des grandes entreprises et de pallier de

manque de création de postes, ce qui par la même introduit des facteurs de division des personnels, il permet de concentrer dans les SSCI le savoir faire et les connaissances nécessaires au développement de l'informatique et de son utilisation, au détriment des départements internes des utilisateurs.

Ce transfert de connaissance est accentué par l'évolution technologique extrêmement rapide :

— vente de connaissance de produits logiciels standards au détriment du logiciel « maison » ;

— automatisation de la fabrication des programmes « sur mesures » par l'utilisation d'outils mis au point par les SSCI (les générateurs de programmes par exemples) ;

— livraison de systèmes informatiques dits « clés en main » c'est-à-dire incluant le matériel et le logiciel d'application.

— le développement croissant du service bureau, de la gérance informatique, du télétraitement.

On assiste donc à un renforcement du rôle stratégique tenu par les SSCI dans « l'informatisation de la société ». Ce renforcement est voulu et encouragé par des pouvoirs publics.

La part du chiffre d'affaire des SSCI réalisé dans le secteur public et

l'administration est actuellement de 37 %. C'est-à-dire le rôle moteur rempli par les commandes de l'Etat dans le développement des SSCI, bien que celles-ci les jugent évidemment insuffisantes. Cette part est appelée à croître encore du fait des consignes gouvernementales données aux administrations de faire appel à la sous-traitance le plus souvent possible. L'objectif est de ne plus développer et à terme de réduire, voir de faire disparaître les départements informatiques internes.

Dans un premier temps les grands utilisateurs de l'informatique ont constitué des départements informatiques internes, mais compte tenu de l'importance stratégique de ceux-ci, ils sont soigneusement séparés, souvent même géographiquement, les personnels informatiques des autres personnels. Dans un deuxième temps ils ont recours de plus en plus fréquemment aux services des SSCI. Dans un troisième temps il filialiseront leurs départements internes et de développeront leur informatique que par SSCI interposées. Ainsi il seront tout à fait certains que les travailleurs de leurs entreprises seront soigneusement tenu à l'écart des choix informatiques. Mais le problème est-il bien là ?

Pierre Morin — juin 1981

(publicité)

NUMERO 506

III OCT 1981

Il. num. 10010 30 F

## ILE MAURICE ET LES SEYCHELLES

OPÉRATIONS SPÉCIALES DANS L'Océan INDIEN

### GUATEMALA

LA CACHIER ET AUJOURD'HUI

# Bulletin d'information sur l'intervention Glandestine

## DOSSIER

LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE  
DU RENSEIGNEMENT  
S.D.E.C.E. S.T. S.M. R.G. G.N.

Abonnements individuels 90 F  
à l'association pour le Droit à l'Information  
46 rue de Vaugirard 75006 Paris.